



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
23 décembre 2010
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Neuvième session

Bonn, 21-25 février 2011

Point 4 b) de l'ordre du jour provisoire

Examen des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention:

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, et du Fonds pour l'environnement mondial au sujet des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, et du Fonds pour l'environnement mondial au sujet des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention

Note du secrétariat*

Résumé

Le présent document a été établi par le Mécanisme mondial à la demande du secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, conformément à la décision 13/COP.9. Il décrit le cadre dans lequel il a été procédé à l'analyse préliminaire des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention à partir des informations figurant dans les rapports soumis en vue du quatrième cycle de présentation des rapports au titre de la Convention. Ce cadre analytique est présenté pour examen à la neuvième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (le Comité).

* Le présent document est soumis tel qu'il a été reçu du Mécanisme mondial.

L'introduction du présent rapport fournit des informations de base. La section II expose l'objectif général et la portée de l'analyse financière pour l'exercice biennal 2008-2009 et décrit brièvement les difficultés rencontrées au cours de cet exercice. Elle indique les limites inhérentes à l'analyse, qui tiennent tant à la quantité qu'à la qualité des données recueillies. La section III présente un aperçu détaillé du cadre analytique qui a été mis au point par le Mécanisme mondial en étroite concertation avec des partenaires extérieurs, comme le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE), et qui peut être utilisé pour produire des données de référence concernant l'exercice biennal en cours ainsi que des informations sur les flux financiers et leur évolution pour les prochains exercices biennaux, conformément à la décision 13/COP.9. On trouvera enfin, dans la dernière partie, un certain nombre de données statistiques, d'analyses et de diagrammes financiers établis grâce au cadre analytique.

Le présent document, ainsi qu'un ensemble de données statistiques et d'analyses financières plus complètes qui seront diffusées début février dans un document d'information officiel, vise à étayer les débats du Comité à sa neuvième session sur certains des aspects les plus caractéristiques du financement de la Convention. Ces travaux permettront également au Comité de déterminer les chiffres de référence de l'exercice considéré de façon à pouvoir mesurer les tendances et les flux financiers dans les exercices à venir.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Liste des abréviations.....		4
I. Introduction.....	1–7	5
II. Objectifs, portée et limites de l'analyse	8–23	6
A. Objectifs.....	8–10	6
B. Portée.....	11–16	6
C. Difficultés rencontrées.....	17–23	7
III. Cadre analytique.....	24–42	8
A. Approche	24–34	8
B. Analyse des entrées.....	35–41	9
C. Analyse des sorties	42	10
IV. Flux financiers et tendances observées	43–61	10
A. Engagements au niveau mondial	43–47	10
B. Engagements par pays donateur ou source de financement.....	48–50	12
C. Analyse des codes d'activité pertinents	51–54	12
D. Volume des engagements	55–57	13
E. Volume des investissements	58–59	14
F. Nombre de projets.....	60	14
G. Répartition régionale	61	14
Annexe		
Tableaux et figures.....		15

Liste des abréviations

APD	Aide publique au développement
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIELD	Moteur de recherche d'informations financières sur la dégradation des terres du Mécanisme mondial
OCDE	Organisation de coopération et développement économiques
PIB	Produit intérieur brut
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PRAIS	Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre
SNPC	Système de notification des pays créanciers

I. Introduction

1. Dans la décision 13/COP.9, la Conférence des Parties a invité le secrétariat de la Convention sur la lutte contre la désertification, conjointement avec le Mécanisme mondial, ainsi que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), à élaborer des outils pour l'établissement des rapports en vue du quatrième cycle de présentation des rapports au titre de la Convention en 2010 et à fournir des moyens aux pays parties touchés pour renforcer leurs capacités en matière de suivi, le cas échéant.
2. Dans cette optique, le Mécanisme mondial a amplement collaboré avec le FEM sur le projet visant à permettre un changement d'orientation pour le suivi et l'évaluation dans le cadre de la Convention par la mise en place d'un système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (système PRAIS).
3. Le projet PRAIS engagé au titre de la Convention prévoyait essentiellement:
 - i) l'élaboration d'outils pour l'établissement des rapports à partir de l'ensemble approuvé d'indicateurs de résultats du nouveau système de suivi et d'évaluation de la Convention;
 - ii) le renforcement des capacités des pays parties touchés en vue de l'établissement de leur quatrième rapport national; et
 - iii) la création d'une plate-forme en ligne ayant pour objectif de faciliter le processus d'établissement des rapports et d'améliorer la gestion des connaissances dans le cadre de la Convention.
4. Le budget total alloué au projet PRAIS a été fixé à 7 945 454 dollars des États-Unis, le FEM apportant une aide financière de 2 545 454 dollars et le Mécanisme mondial une aide en nature et un cofinancement pour un montant de 500 000 dollars.
5. En tant que partenaire d'exécution, le Mécanisme mondial a participé à tous les aspects du projet PRAIS, par l'intermédiaire du Comité directeur et du Groupe consultatif technique, en apportant des contributions de fond à l'élaboration et à la mise en œuvre des trois composantes du projet et en y collaborant. Il y a associé son personnel tant au siège qu'au niveau régional. Le Mécanisme mondial a aussi piloté l'élaboration des directives pour l'établissement des rapports financiers, des outils, des modèles et des éléments connexes nécessaires à l'analyse et au renforcement des capacités. Il a donc joué un rôle appréciable dans l'établissement de la documentation, tout en faisant lui-même rapport sur les questions relatives à la mobilisation des ressources.
6. Dans la décision 13/COP.9, il a été expressément demandé au Mécanisme mondial de procéder à une analyse des flux financiers et de communiquer celle-ci au secrétariat de la Convention pour qu'elle soit prise en compte dans son rapport de synthèse en prévision de la neuvième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (le Comité).
7. Dans cette optique, le Mécanisme mondial, en collaboration avec Unisfèra/Planetaire – organisation à but non lucratif qui se consacre à la promotion du développement durable – et en étroite concertation avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et développement économiques (CAD/OCDE), a mis au point une approche analytique et une méthode pour faciliter et normaliser l'analyse des flux financiers et de l'évolution constatée en la matière, en se fondant sur les informations recueillies en vue du quatrième cycle de présentation des rapports au titre de la Convention par le biais de l'annexe financière type et de la fiche de suivi des projets et programmes. Le Mécanisme mondial a chargé en l'occurrence l'organisation CAB International (CABI) de l'aider à extraire, intégrer et normaliser les données disponibles dans le système PRAIS.

II. Objectifs, portée et limites de l'analyse

A. Objectifs

8. Le présent document a pour objet de décrire le cadre dans lequel il a été procédé à l'analyse des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention à partir des informations fournies par les pays parties et les autres entités concernées, par le biais de l'annexe financière type et de la fiche de suivi des projets et programmes. Ce cadre analytique est soumis au Comité pour examen à sa neuvième session.

9. Pour étayer les débats sur la méthode d'analyse, le document contient également des statistiques, des analyses et des graphiques financiers préliminaires établis à l'aide des données collectées jusqu'au 13 novembre 2010, date limite officielle pour la soumission en ligne des rapports. Ces informations, auxquelles viendra s'ajouter un ensemble plus complet de statistiques financières présenté par le Mécanisme mondial avant la neuvième session du Comité, doivent permettre de mieux comprendre les principales caractéristiques et modalités de financement de la Convention (sous la forme de données de référence pour 2008-2009), et d'éclairer les débats du Comité en l'informant des conclusions les plus notables ainsi que des améliorations qui pourraient être apportées, à l'avenir, aux processus d'établissement de rapports et d'analyse.

10. Conformément à la recommandation que le Bureau de la neuvième session de la Conférence des Parties a formulée à sa troisième réunion intersessions, tenue à Bonn (Allemagne) les 15 et 16 novembre 2010, les conclusions de l'analyse préliminaire seront présentées lors des débats thématiques sur les objectifs opérationnels de la Stratégie, en l'occurrence celui qui sera consacré aux flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention. Il s'agira de rendre cette session du Comité la plus interactive possible.

B. Portée

11. En application de la décision 13/COP.9, le Mécanisme mondial s'est attaché notamment à définir une approche et une méthode analytiques et à collaborer étroitement avec les partenaires chargés d'analyser et de synthétiser les données soumises par les pays parties.

12. Comme le Bureau de la neuvième Conférence des Parties en a été informé, 110 rapports au total avaient été reçus au 13 novembre 2010, dont 84 émanant de pays parties touchés, 11 de pays développés parties, 13 d'organisations de la société civile, 1 d'une organisation intergouvernementale et 1 du Mécanisme mondial.

13. Le Bureau a également été informé qu'une quinzaine de rapports supplémentaires de pays parties touchés étaient bien avancés (à plus de 50 %). Les Parties ont été invitées à soumettre leur rapport même après la date limite car les informations fournies au cours du cycle 2010 de présentation des rapports fourniront les données de référence au regard desquelles on évaluera les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et on suivra les tendances constatées dans la mise en œuvre de la Stratégie.

14. Comme suite à une décision du Bureau de la Conférence des Parties, les rapports de six autres pays ont été ultérieurement pris en compte, portant ainsi le nombre total de rapports reçus à 116, dont 89 de pays parties touchés et 12 de pays développés parties.

15. Sur les 110 rapports soumis à la date du 13 novembre, 88 (dont 10 de pays développés parties) contenaient des données consignées dans l'annexe financière.

16. L'analyse financière préliminaire figurant dans le présent document se limite aux rapports susmentionnés. Les conclusions qui en sont tirées donnent donc uniquement des indications générales sur l'évolution observée au niveau mondial voire régional. Cependant, le nombre de pays et d'entités qui présentent des rapports devrait s'accroître à l'approche de la neuvième session du Comité, ce qui élargira du même coup la portée de l'analyse faisant l'objet du document d'information qui sera diffusé avant cette session.

C. Difficultés rencontrées

17. Le processus d'analyse des données financières du système PRAIS s'est révélé complexe, nécessitant un grand nombre d'étapes. Il a donné lieu à de nombreuses répétitions d'activités, à des problèmes dus à l'établissement de plusieurs versions de documents et à des retards, les produits n'ayant pu être fournis à temps pour des raisons que le Mécanisme mondial ne pouvait maîtriser. Toutefois, grâce à l'expérience acquise lors de cette première opération d'établissement des rapports à l'aide des nouveaux modèles, il devrait être plus facile de déceler à l'avance les problèmes sous-jacents de conception des structures de données et de l'architecture des informations dans le cadre du système PRAIS et de les résoudre en prévision des prochains cycles de présentation des rapports.

18. Outre les difficultés techniques inhérentes à l'extraction de données financières complexes du système PRAIS, les contraintes de temps ont constitué un problème majeur. En raison du report de la date limite fixée aux pays parties et de l'hétérogénéité des données fournies, le temps véritablement consacré à l'analyse de l'ensemble des données financières a dû être réduit à seulement deux semaines. Pour la deuxième phase du système PRAIS et le cinquième cycle de présentation des rapports au titre de la Convention, on estime qu'il faudra au moins deux à trois mois pour mener à bien l'analyse approfondie des données communiquées.

19. Par ailleurs, l'examen des données fournies a fait apparaître un certain nombre d'anomalies, comme l'absence de jeux de données, des champs manquants et des problèmes de formatage des données. De ce fait, les partenaires du système PRAIS ont dû établir des ensembles de données de meilleure qualité, retardant ainsi davantage l'analyse. En principe, compte tenu de l'expérience acquise, ces problèmes devraient pouvoir être largement surmontés pour le prochain cycle de présentation des rapports.

20. De nombreux champs obligatoires n'étant pas remplis, l'analyse préliminaire n'a pu porter que sur un nombre limité d'aspects. Globalement, la date de l'engagement a été indiquée pour un tiers seulement des engagements financiers, ce qui n'a pas permis de comparer concrètement les engagements pris entre 2008 et 2009.

21. Un problème analogue a nui à l'analyse par pays bénéficiaire, puisque 38 % seulement des entrées sur les engagements financiers (en l'occurrence, l'annexe financière type) contenaient des informations sur le pays ou l'organisation destinataire ou bénéficiaire. De même, 59 % seulement des indications portées sur la fiche de suivi des projets et programmes faisaient apparaître le nombre de projets concernés.

22. En raison de toutes ces difficultés, le présent rapport ne contient pas une analyse complète des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention. Le Mécanisme mondial présentera, avant la neuvième session du Comité prévue en février 2011, l'analyse finale de ces flux dans un autre document, sous la forme d'une note d'information officielle.

23. Il faut souligner que le processus d'analyse des données financières reçues a permis de dégager des enseignements très utiles dont le secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial feront la synthèse en prévision de la dixième session de la Conférence

des Parties en 2011, en vue d'améliorer le modèle de rapport à soumettre au titre de la Convention.

III. Cadre analytique

A. Approche

24. Le cadre analytique présenté dans cette section décrit l'approche que le Mécanisme mondial a mise en place pour analyser les flux financiers et les tendances observées en la matière à partir des informations recueillies au cours du quatrième cycle d'établissement de rapports, grâce à l'annexe financière type et à la fiche de suivi des projets et programmes.

25. Le Mécanisme mondial a conçu ce cadre en collaboration avec Unisfère/Planetair et en étroite concertation avec le CAD/OCDE, à la faveur du projet PRAIS.

26. L'approche et la méthode d'analyse sont fondées sur des normes intergouvernementales, des définitions et des pratiques exemplaires largement acceptées, ainsi que sur l'expérience concrète acquise dans la production de données financières et la gestion de bases de données sur le financement du développement et de systèmes de suivi des investissements, comme le Moteur de recherche d'informations financières sur la dégradation des terres (FIELD) du Mécanisme mondial et le Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE.

27. L'analyse des flux financiers est destinée avant tout à apporter des éléments d'information au Comité pour évaluer l'état d'avancement des objectifs stratégiques et opérationnels du Plan-cadre stratégique décennal de 2008 visant à renforcer la mise en œuvre de la Convention («la Stratégie») et à en examiner les résultats. À cette fin, tout en privilégiant les données et les indicateurs financiers, le cadre analytique prend également en compte les liens existants avec les indicateurs sociaux et environnementaux, ainsi que les indicateurs de développement de la Convention.

28. L'approche utilisée pour analyser les flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention et leur évolution a été fixée de façon à examiner, en particulier, les aspects ci-après:

- «Les entrées», c'est-à-dire les ressources mobilisées pour la mise en œuvre de la Convention à tous les niveaux et affectées par les diverses sources de financement à l'appui aux institutions, programmes, projets et autres initiatives pertinentes; et
- «Les sorties», à savoir le rendement des investissements dans les activités financées, tel qu'on peut le déduire d'une analyse quantitative et qualitative de la nature, de la portée, des objectifs, des réalisations escomptées et des résultats de ces activités.

29. L'analyse des entrées/sorties se fonde essentiellement sur les données financières figurant respectivement dans les parties consacrées à l'annexe financière type et à la fiche de suivi des projets et programmes des rapports officiels soumis par les pays parties et les autres entités concernées dans le cadre du système PRAIS.

30. Cette analyse est complétée par d'autres informations, dont le produit intérieur brut (PIB) du pays visé, l'aide publique au développement (APD) reçue, le taux de change et les facteurs de déflation de la monnaie, provenant toutes de sources faisant autorité.

31. Les analyses des entrées et des sorties s'articulent autour de différents éléments, qui comprennent eux-mêmes différentes combinaisons de paramètres et de variables.

32. Les statistiques apparaissent sous forme de tableaux, de figures et de graphiques, à savoir: des tableaux synoptiques qui présentent les différentes données statistiques en lignes

et en colonnes; des graphiques, des histogrammes et des diagrammes donnant une représentation visuelle des chiffres et des tendances; et des cartes qui montrent la répartition géographique des statistiques en question.

33. Des contrôles de l'intégrité des données sont effectués afin d'éliminer les doublons et de vérifier que les données correspondent bien aux directives pour l'établissement des rapports et aux définitions. Il est aussi procédé à des analyses comparatives des données du système PRAIS et de celles concernant l'aide au développement du SNPC mis en place par l'OCDE pour détecter d'éventuelles anomalies.

34. Il convient de noter que l'objectif de cette première opération d'analyse des données issues du quatrième cycle d'établissement de rapports au titre de la Convention est de disposer d'un ensemble de statistiques de référence, mais que les analyses qui porteront sur les prochains cycles permettront de définir les tendances, de mesurer les flux et d'évaluer les progrès réalisés avec plus de précision.

B. Analyse des entrées

35. Cette partie de l'analyse repose essentiellement sur les données collectées par le biais de l'annexe financière type. L'analyse effectuée pour le quatrième cycle d'établissement de rapports au titre de la Convention s'articule autour des éléments suivants:

- «Les engagements au niveau mondial», qui mesurent le total des engagements financiers pris, toutes sources de financement confondues, pour des activités liées à la mise en œuvre de la Convention à tous les niveaux;
- «Les engagements par pays donateur/source de financement», qui mesurent les engagements pris par chaque pays donateur;
- «Les engagements par région bénéficiaire», indiquant le volume des engagements pour chacune des régions visées par la Convention;
- «Les engagements par pays bénéficiaire», qui font apparaître le volume des engagements pour chaque pays bénéficiaire.

36. Chacun de ces éléments tient compte de plusieurs autres aspects pour l'illustration des résultats. Les montants en valeur nominale tirés des annexes financières types servent à établir des agrégats mondiaux exprimés en chiffres absolus. Outre les chiffres en valeur nominale, des montants pondérés sont calculés à partir des notes attribuées selon les marqueurs de Rio. Lorsqu'un engagement financier n'est pas classé selon les marqueurs de Rio, il est assorti de l'indication «non examiné» (Not Screened) dans l'analyse financière.

37. Les coefficients de pondération appliqués selon les marqueurs de Rio sont les suivants:

- Marqueur de Rio 0 = 0 %;
- Marqueur de Rio 1 = 33 %;
- Marqueur de Rio 2 = 66 %;
- Marqueur de Rio 3 = 100 %.

38. Un des autres facteurs pris en compte est le prix courant. Dans le cadre analytique, le prix courant est le montant exact indiqué par la source.

39. Les données collectées pour l'exercice biennal sont, dans leur grande majorité, exprimées en pourcentage du PIB mondial. Pour déterminer le PIB, la source de référence

était la Banque mondiale. De même, les engagements financiers sont comparés à l'APD totale.

40. L'analyse financière fournit également une description des types de financement faisant l'objet d'engagements pendant l'exercice biennal.

41. Les montants sont désagrégés de façon à ce que les informations ainsi produites fassent apparaître en détail les niveaux des engagements pour chaque code d'activité pertinent.

C. Analyse des sorties

42. Cette partie de l'analyse repose essentiellement sur les données collectées grâce aux fiches de suivi des projets et programmes. L'analyse des sorties réalisée pour le quatrième cycle d'établissement de rapports au titre de la Convention s'articule autour des éléments ci-après:

- «Le volume des investissements», dont l'objectif est d'évaluer le volume des investissements réalisés dans des programmes et des projets intéressant la Convention et de mesurer ainsi les efforts entrepris pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse. Cela permet également de comparer ces données avec les engagements financiers et de faire apparaître la part des «nouveaux» fonds alloués dans le «stock» des ressources déjà investies;
- «La répartition géographique des investissements», qui donne une ventilation des investissements réalisés par pays ou région bénéficiaire, à la fois selon le nombre de projets et en fonction du montant des ressources investies dans chaque pays et région;
- «La répartition sectorielle des investissements», qui fait apparaître la distribution des investissements et le nombre de programmes/projets par secteur de destination (ou par code-objet);
- «La répartition par objectif de la Convention», qui fait apparaître la répartition des investissements et le nombre de programmes/projets par objectif stratégique et objectif opérationnel de la Stratégie;
- «Les zones ciblées», indiquant la répartition des investissements et des projets par zone, ce qui donne une idée de l'ampleur moyenne des programmes et des projets ainsi qu'une indication des zones les plus fréquemment ciblées par les investissements réalisés dans le cadre de la Convention;
- «Les bénéficiaires», élément qui montre la répartition des programmes/projets et les niveaux d'investissements par nombre de bénéficiaires, pour donner une idée du nombre moyen de bénéficiaires par programme/projet et une indication de la portée des projets concernés.

IV. Flux financiers et tendances observées

A. Engagements au niveau mondial

43. *Descriptif:* Cet aspect de l'analyse mesure le total des engagements financiers pris, toutes sources de financement confondues, pour des activités liées à la mise en œuvre de la Convention à tous les niveaux.

Dimensions de l'analyse: Valeur nominale, valeur pondérée, valeur courante, 2008-2009, % du PIB, type, code d'activité pertinent.

Représentations visuelles: Tableaux synoptiques et graphiques illustrant les différentes données statistiques.

Source des données: Données communiquées en réponse aux questions 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16 de l'annexe financière type du modèle de présentation des rapports (à savoir, SQ8, SQ9, SQ10, SQ11, SQ12, SQ15, SQ16).

44. Les engagements au niveau mondial signalés pour la période 2008-2009 s'élèvent en tout à 114 727 millions de dollars des États-Unis, les montants investis par les pays responsables du financement – pays développés et pays en développement – pouvant atteindre en moyenne 0,44 % de leur PIB. Ces informations peuvent être traitées de façon à en extraire les résultats relatifs aux engagements se rapportant à la désertification. Les montants pondérés en fonction des marqueurs de Rio (0: 0, 1: 33 %, 2: 66 %, 3: 100 %) montrent que 76 634 millions de dollars ont été affectés au niveau mondial à des activités de lutte contre la désertification. Les pays y ont investi jusqu'à 0,29 % de leur PIB.

45. La pertinence des activités financées peut être analysée plus en détail grâce aux informations communiquées au sujet de ce paramètre par les pays responsables du financement. L'analyse révèle qu'une grande part (76 %, 87 118 millions de dollars) des engagements a été affectée à des activités dont l'objectif principal était de lutter contre la désertification. Les activités classées dans la catégorie «objectif principal soutenant un programme d'action» (et qui présentent donc le plus grand intérêt dans l'optique de la désertification) ne comptent que pour 15 % (16 816 millions de dollars). Celles qui correspondent aux catégories «objectif principal» (6 %, soit 7 028 millions de dollars) et «non orienté vers l'objectif de la désertification» (3 %, soit 3 169 millions de dollars) représentent une minorité de projets. L'analyse fondée sur les montants pondérés donne le même ordre et des pourcentages identiques pour les quatre types de projets.

46. Les pays responsables du financement ont recouru essentiellement au financement mixte (53 % du total), à l'appui au titre d'un budget sectoriel (27 %) et aux subventions (4 %) pour ce qui est des instruments financiers. Les deux instruments les plus utilisés supposent la participation financière des pays bénéficiaires, ce que l'on peut considérer comme un engagement relativement important de ces États dans le financement des programmes. Parmi les instruments cités, les placements obligatoires faisant l'objet d'une autorisation budgétaire ne représentent que 3 % des montants engagés.

47. Plus concrètement, les activités peuvent être rattachées à des «codes d'activité pertinents» indiquant le secteur visé par l'investissement. Chaque projet peut cibler plusieurs codes d'activité en même temps et sans exclusive. L'analyse des codes d'activité communiqués montre que la plus grande partie des engagements au niveau mondial a été investie dans 10 grands secteurs, qui ont globalement bénéficié de ressources représentant plus de 50 % du niveau mondial des investissements¹. Des secteurs comme la création de partenariats, l'appui à la production, le développement des capacités et la planification, le développement social et la gestion des ressources bénéficient également d'une part importante des engagements internationaux.

¹ NB: L'engagement financier associé à chaque code d'activité pertinent ne signifie pas qu'il est entièrement consacré à ce code. L'association du code et du montant sert uniquement à faire apparaître l'investissement total dont peut bénéficier un code grâce au financement d'un projet.

B. Engagements par pays donateur ou source de financement

48. Les investissements des pays bailleurs de fonds proviennent essentiellement de 60 d'entre eux, pour des montants allant de 1 % à 28 % du total des investissements. Les 25 pays qui ont engagé le plus de ressources dans la lutte contre la désertification apportent un investissement supplémentaire de 52 963 millions de dollars, soit 37 % du total des engagements. Il faut également noter que l'Inde, premier pays bailleur de fonds, compte pour 28 % dans le volume total des engagements. L'analyse des montants pondérés montre que l'ordre des plus importants contributeurs change lorsqu'on prend en compte la pertinence des projets, ce qui dénote des différences dans l'efficacité des investissements réalisés pas les pays pour lutter contre la désertification.

49. Les engagements des pays bailleurs de fonds en faveur de cet objectif vont de 0 à 9,73 % de leur PIB, mais le chiffre dépasse rarement 1 %. Les investissements réalisés représentent également des pourcentages variables de l'APD des pays donateurs, allant de 0 à 26 %. Dans la plupart des cas, le chiffre n'excède pas 0,5 %, même si d'importants bailleurs de fonds tels que l'Inde et la République arabe syrienne consacrent à la lutte contre la désertification une large part de leur APD, ce qui démontre la place qu'ils lui accordent au niveau international.

50. L'analyse du niveau des engagements pris par les 25 premiers organismes de financement complète ce tour d'horizon des sources d'investissement. Les donateurs institutionnels – essentiellement des organismes de financement internationaux et des fonds et programmes nationaux (notamment dans les pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Europe) – sont à l'origine de 1 à 26 % des investissements engagés au niveau mondial dans le domaine de la désertification. L'analyse des montants pondérés investis par les organismes donateurs montre que l'ordre des premiers contributeurs change lorsqu'on tient compte de la pertinence des projets, ce qui dénote des différences dans l'efficacité des investissements réalisés par ces organismes et programmes pour lutter contre la désertification. Les plus fortes contributions proviennent en partie de donateurs internationaux, même si les montants investis sont souvent équivalents voire inférieurs à ceux des organismes ou programmes nationaux.

C. Analyse des codes d'activité pertinents

51. Pour l'année 2009, les rapports font état de 1 718 projets axés sur différents types d'activité identifiés par les codes d'activité pertinents. La phase actuelle d'analyse des rapports a produit les résultats suivants:

- 149 projets prévoient des activités de surveillance et de recherche, (catégorie des codes d'activité pertinents) soit 9 % des activités décrites;
- 47 projets (3 % des activités) concernent le développement des capacités et la planification (catégorie 2);
- 1 897 projets visent directement à améliorer la gestion des ressources (catégorie 3) et représentent 41 % des activités signalées.
- 377 projets (8 % des activités signalées) concernent des programmes d'atténuation et de régénération (catégorie 4);
- 17 projets portent sur des activités d'intervention d'urgence (catégorie 5) et représentent 4 % des activités signalées.

52. Des comparaisons peuvent être faites entre les cinq catégories de codes d'activité pertinents, qui comportent toutes des sous-catégories d'activités. Celles-ci ne peuvent pas

être additionnées ou regroupées, car les montants engagés peuvent être de caractère renouvelable et seront donc comptabilisés plusieurs fois pour un même projet.

53. L'analyse de la répartition des codes d'activité pertinents entre les cinq catégories évoquées ci-dessus met en évidence des résultats hétérogènes dans les informations communiquées par les pays. Sur l'ensemble des projets mentionnés, il a été fait état de 4 656 codes d'activité pertinents, la classification des activités dépendant de l'évaluation faite par l'entité concernée et de la catégorie choisie par celle-ci. Certains codes étaient sous-représentés ou surreprésentés dans leur catégorie et ont rarement dépassé 5 % du total des codes indiqués.

54. La répartition des codes par catégorie montre que la gestion des ressources (catégorie 3) reste l'activité privilégiée (41 % des codes), suivie du développement des capacités et de la planification (catégorie 2) qui compte pour 37 %. La surveillance et la recherche (catégorie 1 – 10 % des codes), l'atténuation et la régénération (catégorie 4 – 8 % des codes) et les interventions d'urgence (catégorie 5 – 4 % des codes) occupent une moindre place dans les investissements réalisés en 2009.

D. Volume des engagements

55. Les engagements déclarés par les pays dans les fiches de suivi des projets et programmes pour l'exercice biennal 2008-2009 totalisent 11 818 millions de dollars. Le montant pondéré suivant les marqueurs de Rio est ramené à 6 782 millions, ce qui donne à penser que la pertinence des projets menés dans le cadre de la lutte contre la désertification peut être largement améliorée. Pour la plupart de ces projets, la lutte contre la désertification était soit un «objectif significatif» (4 715 millions de dollars), soit un «objectif principal soutenant un programme d'action» (3 495 millions de dollars). Peu d'investissements (361 millions) ont été engagés dans des activités qui ne ciblent pas de façon significative la lutte contre la désertification.

56. Les projets faisant l'objet d'investissements concernaient essentiellement l'atténuation et la régénération (catégorie 4), le développement des capacités et la planification (catégorie 2) et la gestion des ressources (catégorie 3). Plus concrètement, des codes d'activité pertinents tels que la distribution de l'eau, la gestion des eaux usées, la gestion des forêts et des maquis, la gestion de la foresterie et des terres comptent parmi les 10 premières activités citées dans les fiches de suivi des projets et programmes. L'analyse des engagements pondérés montre que l'ordre demeure inchangé. Cela étant la différence entre le montant nominal et le montant pondéré est moindre voire nulle pour des activités comme la gestion des forêts et des maquis, le reboisement/boisement et la gestion durable des terres, ce qui laisse entrevoir un degré élevé de pertinence dans la lutte contre la désertification.

57. En ce qui concerne le nombre de projets, les activités les plus représentées sont le renforcement des capacités (48 projets, 17 % des activités), le développement des capacités et la planification (25 projets, 9 % des activités), la gestion durable des terres (20 projets, 7 % des activités), la gestion des ressources (18 projets, 6 % des activités), les activités habilitantes (17 projets, 6 % des activités), les structures de consultation (17 projets, 6 % des activités) et la gestion des ressources naturelles (17 projets, 6 % des activités). La plupart des codes d'activité pertinents sont associés à moins de 10 projets, représentant chacun moins de 4 % du nombre total d'activités.

E. Volume des investissements

58. Les investissements déclarés par les pays dans les fiches de suivi des projets et programmes pour l'exercice biennal 2008-2009 totalisent 11 818 millions de dollars. Le montant pondéré suivant les marqueurs de Rio est ramené à 6 782 millions, ce qui donne à penser que la pertinence des projets menés dans le cadre de la lutte contre la désertification peut être largement améliorée. Pour la plupart de ces projets, la lutte contre la désertification était soit un «objectif significatif» (4 715 millions de dollars), soit un «objectif principal soutenant un programme d'action» (3 495 millions de dollars). Peu d'investissements (361 millions) ont été engagés dans des activités qui ne ciblaient pas de façon significative la lutte contre la désertification.

59. Les projets faisant l'objet d'investissements concernaient essentiellement l'atténuation et la régénération (catégorie 4), le développement des capacités et la planification (catégorie 2) et la gestion des ressources (catégorie 3). Plus concrètement, des codes d'activité pertinents tels que la distribution de l'eau, la gestion des eaux usées, la gestion des forêts et des maquis, la gestion de la foresterie et des terres comptent parmi les 10 premières activités citées dans les fiches de suivi des projets et programmes. L'analyse des engagements pondérés montre que l'ordre demeure inchangé. Cela étant la différence entre le montant nominal et le montant pondéré est moindre voire nulle pour des activités comme la gestion des forêts et des maquis, le reboisement/boisement et la gestion durable des terres, ce qui laisse entrevoir un degré élevé de pertinence dans la lutte contre la désertification.

F. Nombre de projets

60. En ce qui concerne le nombre de projets, les activités les plus représentées sont le renforcement des capacités (48 projets, 17 % des activités), le développement des capacités et la planification (25 projets, 9 % des activités), la gestion durable des terres (20 projets, 7 % des activités), la gestion des ressources (18 projets, 6 % des activités), les activités habitantes (17 projets, 6 % des activités), les structures de consultation (17 projets, 6 % des activités) et la gestion des ressources naturelles (17 projets, 6 % des activités). La plupart des codes d'activité pertinents sont associés à moins de 10 projets, représentant chacun moins de 4 % du nombre total d'activités.

G. Répartition régionale

61. La répartition régionale des investissements montre que ceux-ci sont largement destinés à l'Afrique (26 % des activités signalées) et à la région de l'Asie et du Pacifique (22 %), devant les Andes (8 %), les Caraïbes (7 %), le cône Sud (6 %) et la Mésio-Amérique (4 %). Deux sous-régions, à savoir le cône Sud et l'Afrique du Nord, concentrent la majorité des investissements mentionnés dans les fiches de suivi des projets et programmes, devançant l'Asie occidentale et les Andes. L'analyse des engagements pondérés fait apparaître un ordre identique, à l'exception de l'Asie occidentale qui se trouve reléguée à un rang inférieur après examen des marqueurs de Rio. L'Afrique centrale, le Pacifique et l'Asie du Sud sont les sous-régions où les montants investis sont les plus modestes, avec moins de 3 millions de dollars des États-Unis reçus. Les sous-régions qui accueillent le plus grand nombre de projets entrepris parmi les 278 activités signalées sont l'Asie occidentale (33), l'Afrique de l'Ouest (26), l'Afrique du Nord (25) et les Andes (23).

Annexe

Tableaux et figures

Annexe financière type

Tableau 1

Aide apportée à la lutte contre la désertification

Engagements et engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

	<i>Biennium 2008-2009</i>			
	<i>Commitment</i>	<i>% GDP</i>	<i>Commitment weighted</i>	<i>% GDP</i>
Not screened	593	0%	...	0%
Activities scored as not targeted	3 169	0,01%	0	0%
Activities scored as significant objective	7 028	0,03%	2 319	0,01%
Activities scored as principal objective	87 118	0,33%	57 498	0,22%
Activities scored as principal objective and in support of an action programme	16 816	0,06%	16 816	0,06%
Total, current prices	114 727	0,44%	76 634	0,29%

Tableau 2

Ressources consacrées à la lutte contre la désertification selon les marqueurs de Rio

En millions de dollars des États-Unis (prix courants)

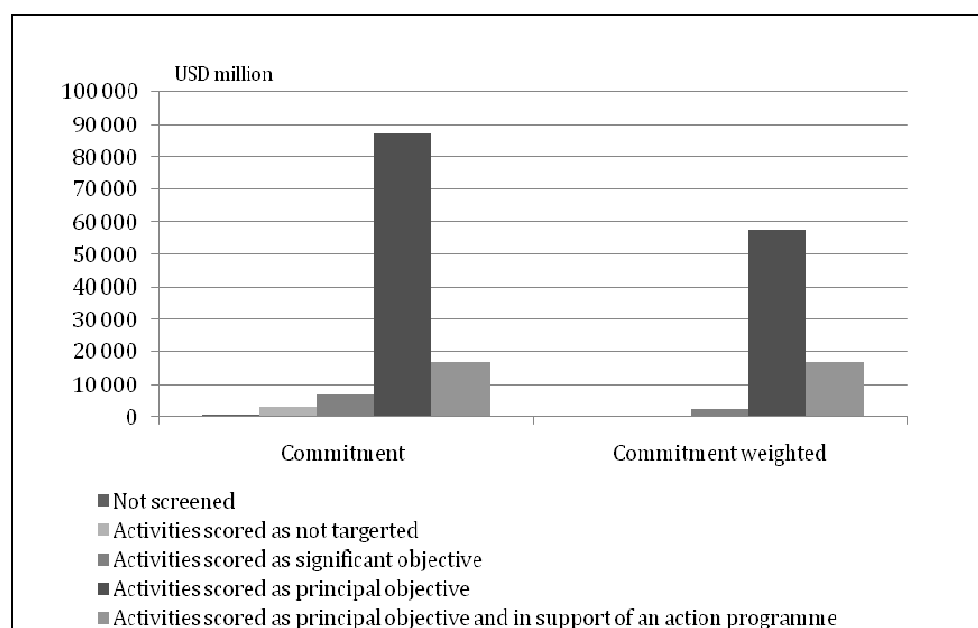


Tableau 3
Aide apportée à la lutte contre la désertification par type d'instrument financier
 Engagements et engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Type of Funding</i>	<i>Biennium 2008-2009</i>	
	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
Not screened	13 310	6 947
Associated Financing	61 192	40 391
Basket Funding	55	46
Budget Authority (Discretionary)	6	3
Budget Authority (Mandatory)	3 473	3 154
Credit	129	110
Debt Swap	8	5
Direct loan/Guarantees	183	142
General Budget Support	62	45
Grant	4 120	1 923
Loan (concessional)	1 571	925
Off-Budget	1	1
Sectoral Budget Support	30 616	22 942
Total general	114 727	76 634

Figure 1
Répartition des instruments financiers
 Engagements, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

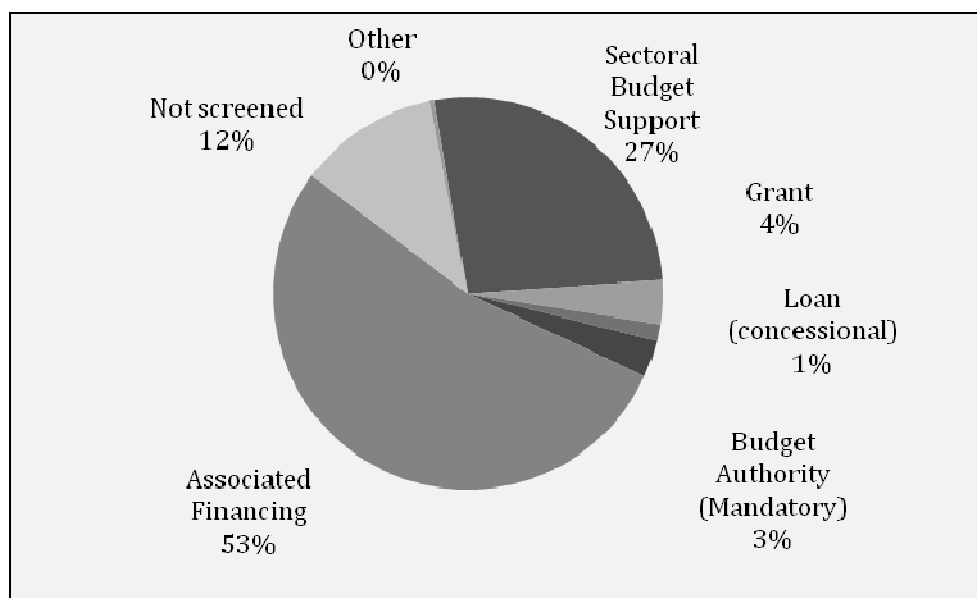


Tableau 4
Aide apportée à la lutte contre la désertification par code d'activité pertinent

		<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
1	Monitoring and Research	3 478	2 253
1.1	Monitoring	1 740	1 611
1.1.1	Indicators	958	402
1.1.2	Soil Observations	2 310	1 733
1.1.3	Weather Forecasting	1 451	1 426
1.1.4	Financial Tracking	572	365
1.1.5	Reporting	216	160
1.2	Knowledge, Science and Technology	1 675	1 571
1.2.1	Traditional Knowledge and Best Practices	7 490	5 892
1.2.2	Bio-physical Research and Science	1 606	1 515
1.2.3	Science and Technology	1 024	419
1.2.4	Socio-Economic Research and Science	196	124
2	Capacity Development and Planning	34 446	24 604
2.1	Advocacy and Awareness Raising	1 835	1 676
2.1.1	Public Awareness Campaigns	3 266	3 133
2.1.2	Publications and communication material	2 342	2 260
2.1.3	Consultative platforms	346	259
2.1.4	Education	1 963	1 630
2.1.5	Synergies	1 655	1 538
2.2	Enabling Activities	5 258	3 409
2.2.1	Capacity-Building	68 929	46 551
2.2.2	Community Development	91 984	62 970
2.2.3	Drivers and Incentives	1 656	1 476
2.2.4	Action Programmes	1 611	1 604
2.2.5	Integrated Financing Strategies	410	224
2.2.6	Governance and Legislation	63 022	41 967
2.2.7	Mainstreaming	18	15
2.2.8	Partnership Building	61 606	40 643
2.2.9	Project Development	2 348	1 725
2.2.10	Resource Management Planning	64 561	43 545
2.2.11	Services and Infrastructure	1 088	911
2.2.12	Social Development	30 615	22 650
2.2.13	Resource Mobilization	341	317
3	Resource Management	27 864	18 428
3.1	Production Systems	3 827	2 736
3.1.1	Agriculture	86 744	57 725
3.1.2	Forestry	8 577	6 669
3.1.3	Livestock Systems	2 324	2 101
3.1.4	Other Production Systems	683	371
3.1.5	Production Support	62 560	40 973
3.2	Natural Resource Management	5 656	4 421

	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
3.2.1 Air and Climate Protection	3 382	2 155
3.2.2 Biodiversity Conservation	8 366	6 326
3.2.3 Forest/Scrub Management	7 975	5 885
3.2.4 Other Resource Conservation	2 044	1 790
3.2.5 Pasture and Range Management	6 039	4 860
3.2.6 Land Conservation	89 649	60 885
3.2.7 Water Conservation	86 636	58 486
3.2.8 Sustainable Land Management	87 686	59 553
4 Mitigation and Recovery	2 034	814
4.1 Mitigation/Recovery	1 310	587
4.1.1 Adaptation to climate change	5 159	3 334
4.1.2 Drought mitigation	85 605	57 429
4.1.3 Environment Restoration	81 605	54 380
4.1.4 Waste Management	357	162
4.1.5 WasteWater Management	412	208
4.1.6 Water delivery	849	604
4.1.7 Water reclamation and reuse	377	178
5 Emergency Response	2 340	1 880
5.1 Financial/Economic Relief	194	121
5.2 Land Reclamation and/or Rehabilitation	6 100	5 033
5.3 Livestock Health/ Relocation/ Rescue	139	92
5.4 Other Production Systems Rescue	150	94
5.5 Pest Eradication/Crop Rescue	1 494	1 449
5.6 Population Health/Relocation/Rescue	134	89
5.7 Reconstruction of Water Management Systems and Infrastructure	189	121
5.8 Reforestation/Afforestation	6 180	5 142

Tableau 5
Dix premiers codes d'activité pertinents
 Engagements, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Relevant Activiy Codes</i>	<i>Commitment</i>
2.2.2 Community Development	91 984
3.2.6 Land Conservation	89 649
3.2.8 Sustainable Land Management	87 686
3.1.1 Agriculture	86 744
3.2.7 Water Conservation	86 636
4.1.2 Drought mitigation	85 605
4.1.3 Environment Restoration	81 605
2.2.1 Capacity-Building	68 929
2.2.10 Resource Management Planning	64 561
2.2.6 Governance and Legislation	63 022

RACs cannot be added in order to avoid doubling of amounts. RACs provide information on the sums committed by countries for specific sectors.

Tableau 6
Classement par ordre d'importance de l'aide apportée à la lutte contre la désertification

Engagements, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Country Name</i>	<i>Commitmen</i>	<i>% GDP</i>	<i>% ODA</i>
Burkina Faso	61 246	752,33%	51,22%
India	31 619	2,41%	26,44%
Syrian Arab Republic	5 076	9,73%	4,24%
Netherlands	3 381	0,43%	2,83%
Spain	2 533	0,17%	2,12%
Mexico	1 360	0,16%	1,14%
China	1 063	0,02%	0,89%
Germany	1 044	0,03%	0,87%
European Community	913	...	0,76%
Italy	876	0,04%	0,73%
Romania	861	0,53%	0,72%
Senegal	630	4,82%	0,53%
Philippines	411	0,26%	0,34%
Denmark	410	0,13%	0,34%
Australia	407	0,04%	0,34%
Czech Republic	338	0,18%	0,28%
France	281	0,01%	0,24%
Peru	271	0,21%	0,23%
Ukraine	269	0,24%	0,23%
Cuba	265	0,42%	0,22%
Viet Nam	224	0,24%	0,19%
Brazil	219	0,01%	0,18%
Switzerland	174	0,04%	0,15%
Tunisia	130	0,33%	0,11%
Morocco	108	0,12%	0,09%
Namibia	100	1,06%	0,08%
Saudi Arabia	86	0,02%	0,07%
Madagascar	73	0,81%	0,06%
Armenia	68	0,79%	0,06%
United Republic of Tanzania	39	0,18%	0,03%
Argentina	32	0,01%	0,03%
Lebanon	30	0,09%	0,03%
Ecuador	28	0,05%	0,02%
Kyrgyzstan	22	0,48%	0,02%
Albania	21	0,18%	0,02%

<i>Country Name</i>	<i>Commitment</i>	<i>% GDP</i>	<i>% ODA</i>
Uganda	20	0,13%	0,02%
Djibouti	15	1,38%	0,01%
Rwanda	12	0,23%	0,01%
Bhutan	10	0,80%	0,01%
Niger	9	0,17%	0,01%
Gabon	9	0,08%	0,01%
Lesotho	7	0,39%	0,01%
Nigeria	5	0,00%	0,00%
Zambia	5	0,04%	0,00%
Colombia	4	0,00%	0,00%
El Salvador	4	0,02%	0,00%
Iran (Islamic Republic of)	3	0,00%	0,00%
Uzbekistan	2	0,01%	0,00%
Honduras	2	0,01%	0,00%
Saint Lucia	2	0,21%	0,00%
Central African Republic	2	0,10%	0,00%
Kuwait	2	0,00%	0,00%
Oman	2	0,00%	0,00%
Saint Vincent and the Grenadines	1	0,22%	0,00%
Bulgaria	1	0,00%	0,00%
Palau	1	0,52%	0,00%
Kenya	1	0,00%	0,00%
Burundi	1	0,06%	0,00%
Democratic Republic of the Congo	1	0,01%	0,00%
Grenada	1	0,08%	0,00%
Tonga	0	0,15%	0,00%
Togo	0	0,01%	0,00%
Sri Lanka	0	0,00%	0,00%
Sao Tome and Principe	0	0,02%	0,00%
Republic of Moldova	0	0,00%	0,00%
Canada	0	0,00%	0,00%
Congo, Rep.	0	0,00%	0,00%
Cote d'Ivoire	0	0,00%	0,00%
Guinea	0	0,00%	0,00%
Indonesia	0	0,00%	0,00%
Libyan Arab Jamahiriya	0	0,00%	0,00%
Nauru	0	0,00%	0,00%
Nepal	0	0,00%	0,00%
Tajikistan	0	0,00%	0,00%
Thailand	0	0,00%	0,00%
United Arab Emirates	0	0,00%	0,00%
Yemen	0	0,00%	0,00%

Tableau 7
Classement par ordre d'importance de l'aide apportée à la lutte contre la désertification

Engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Country Name</i>	<i>Commitment weighted</i>	<i>% GDP</i>	<i>% ODA</i>
Burkina Faso	40 411	496,40%	33,80%
India	23 858	1,82%	19,95%
Syrian Arab Republic	4 076	7,81%	3,41%
Spain	1 948	0,13%	1,63%
Mexico	1 360	0,16%	1,14%
China	1 062	0,02%	0,89%
Romania	568	0,35%	0,48%
Italy	364	0,02%	0,30%
Germany	357	0,01%	0,30%
European Community	345	...	0,29%
Senegal	231	1,77%	0,19%
Australia	218	0,02%	0,18%
Philippines	195	0,12%	0,16%
Viet Nam	166	0,18%	0,14%
Denmark	136	0,04%	0,11%
Tunisia	130	0,33%	0,11%
Peru	129	0,10%	0,11%
France	115	0,00%	0,10%
Czech Republic	112	0,06%	0,09%
Morocco	108	0,12%	0,09%
Netherlands	91	0,01%	0,08%
Switzerland	82	0,02%	0,07%
Namibia	81	0,86%	0,07%
Brazil	76	0,00%	0,06%
Armenia	66	0,76%	0,06%
Saudi Arabia	58	0,02%	0,05%
Madagascar	54	0,59%	0,05%
Cuba	35	0,06%	0,03%
Argentina	24	0,01%	0,02%
United Republic of Tanzania	23	0,11%	0,02%
Kyrgyzstan	22	0,48%	0,02%
Albania	21	0,18%	0,02%
Lebanon	20	0,06%	0,02%
Ecuador	14	0,02%	0,01%
Rwanda	12	0,23%	0,01%
Djibouti	10	0,91%	0,01%
Niger	8	0,15%	0,01%

<i>Country Name</i>	<i>Commitment weighted</i>	<i>% GDP</i>	<i>% ODA</i>
Uganda	8	0,05%	0,01%
Lesotho	7	0,37%	0,01%
Nigeria	5	0,00%	0,00%
Colombia	4	0,00%	0,00%
Bhutan	3	0,27%	0,00%
Gabon	3	0,03%	0,00%
Iran (Islamic Republic of)	3	0,00%	0,00%
Uzbekistan	2	0,01%	0,00%
Central African Republic	2	0,10%	0,00%
El Salvador	2	0,01%	0,00%
Saint Lucia	1	0,14%	0,00%
Saint Vincent and the Grenadines	1	0,19%	0,00%
Bulgaria	1	0,00%	0,00%
Kenya	1	0,00%	0,00%
Honduras	1	0,00%	0,00%
Burundi	1	0,05%	0,00%
Oman	1	0,00%	0,00%
Grenada	0	0,05%	0,00%
Tonga	0	0,10%	0,00%
Sri Lanka	0	0,00%	0,00%
Togo	0	0,00%	0,00%
Sao Tome and Principe	0	0,02%	0,00%
Republic of Moldova	0	0,00%	0,00%
Canada	0	0,00%	0,00%
Congo, Rep.	0	0,00%	0,00%
Cote d'Ivoire	0	0,00%	0,00%
Democratic Republic of the Congo	0	0,00%	0,00%
Guinea	0	0,00%	0,00%
Indonesia	0	0,00%	0,00%
Kuwait	0	0,00%	0,00%
Libyan Arab Jamahiriya	0	0,00%	0,00%
Nauru	0	0,00%	0,00%
Nepal	0	0,00%	0,00%
Palau	0	0,00%	0,00%
Tajikistan	0	0,00%	0,00%
Thailand	0	0,00%	0,00%
Ukraine	0	0,00%	0,00%
United Arab Emirates	0	0,00%	0,00%
Yemen	0	0,00%	0,00%
Zambia	0	0,04%	0,00%

Tableau 8
Aide apportée à la lutte contre la désertification par marqueur de Rio
 Engagements et engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Country name</i>	<i>Rio marker</i>	<i>Commitmen</i>	<i>Commitment weighted</i>
Albania	3	21	21
Argentina	2	24	16
	3	9	9
Armenia	1	1	0
	2	5	3
	3	62	62
Australia	1	251	83
	2	60	40
	3	95	95
Bhutan	1	10	3
	2	0	0
Brazil	1	214	71
	2	1	1
	3	4	4
Bulgaria	3	1	1
Burkina Faso	1	37	12
	2	61 207	40 396
	3	2	2
Burundi	1	0	0
	2	0	0
	3	1	1
Central African Republic	3	2	2
China	2	3	2
	3	1 060	1 060
Colombia	3	4	4
Congo	1	0	0
	3	0	0
Cuba	2	1	1
	3	35	35
	Not screened	230	0
Czech Republic	1	338	111
	2	1	1
Democratic Republic of the Congo	0	1	0
Denmark	1	409	135
	2	1	1
Djibouti	2	15	10
Ecuador	1	17	6
	2	6	4
	3	4	4
El Salvador	1	2	1
	2	2	1
European Community	1	780	257
	2	133	88

<i>Country name</i>	<i>Rio marker</i>	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
France	1	222	73
	2	51	34
	3	8	8
Gabon	1	9	3
Germany	0	66	0
	1	873	288
	2	105	69
Grenada	2	1	0
Honduras	0	1	0
	1	1	0
	2	0	0
	3	0	0
India	1	1 821	601
	2	19 238	12 697
	3	10 560	10 560
Iran (Islamic Republic of)	3	3	3
Italy	1	764	252
	3	112	112
Kenya	3	1	1
Kuwait	Not screened	2	0
Kyrgyzstan	3	22	22
Lebanon	1	6	2
	2	19	12
	3	6	6
Lesotho	1	0	0
	3	6	6
Madagascar	2	57	38
	3	16	16
	Not screened	0	0
Mexico	3	1 360	1 360
Morocco	2	0	0
	3	108	108
Namibia	1	6	2
	2	43	29
	3	51	51
Netherlands	0	3 102	0
	1	142	47
	2	57	38
	3	7	7
	Not screened	74	0
Niger	2	4	2
	3	6	6
Nigeria	3	5	5
Oman	1	2	1
Palau	Not screened	1	0

<i>Country name</i>	<i>Rio marker</i>	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
Peru	0	0	0
	1	115	38
	2	137	91
	3	0	0
	Not screened	18	0
Philippines	1	282	93
	2	77	51
	3	52	52
	Not screened	1	0
Republic of Moldova	3	0	0
Romania	2	861	568
Rwanda	3	12	12
Saint Lucia	2	2	1
Saint Vincent and the Grenadines	1	0	0
	2	1	0
	3	1	1
Sao Tome and Principe	3	0	0
Saudi Arabia	2	83	55
	3	3	3
Senegal	1	590	195
	2	9	6
	3	31	31
Spain	2	1 719	1 135
	3	813	813
Sri Lanka	1	0	0
	2	0	0
Switzerland	1	102	34
	2	69	46
	3	3	3
Syrian Arab Republic	2	2 942	1 941
	3	2 134	2 134
Togo	1	0	0
Tonga	2	0	0
	3	0	0
Tunisia	3	130	130
Uganda	1	18	6
	3	2	2
Ukraine	Not screened	269	0
United Republic of Tanzania	1	8	3
	2	31	20
Uzbekistan	3	2	2
Viet Nam	1	8	3
	2	154	102
	3	61	61
Zambia	3	5	5

Tableau 9

Vingt-cinq premiers organismes de financement

Engagements et engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Rank</i>	<i>Funding organizations</i>	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
1	India - Federal Institutions	30 403	22 642
2	Mexico - Federal Institutions	1 360	1 360
3	World Bank Group	1 226	842
4	India - State Institutions	1 086	722
5	German society for technical cooperation (GTZ)-Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit	597	197
6	Global Environment Facility	405	392
7	Syrian Arab Republic - Central Government Institutions	383	383
8	India - CCD Focal Point - Ministry of Environment and Forests	329	329
9	International Fund for Agricultural Development	160	75
10	United Nations Development Programme	148	145
11	Tunisia - Central Government Institutions	129	129
12	Japan International Cooperation Agency	112	47
13	Morocco - Central Government Institutions	85	85
14	African Development Bank	51	34
15	Saudi Arabia - Central Government Institutions	50	34
16	Food and Agriculture Organization of the United Nations	42	37
17	Philippines - CCD Focal Point - Department of Agriculture	39	39
18	Cuba - Central Government Institutions	33	32
19	Namibia - Central Government Institutions	32	22
20	Burkina Faso - Central Government Institutions	23	15
21	Ecuador- Central Government Institutions	21	9
22	Germany-CCD Focal Point- Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ)	17	6
23	Tanzania - Central Government Institutions	16	8
24	Fonds Français pour l'Environnement Mondial	13	9
25	Djibouti - Central Government Institutions	13	9

Fiche de suivi des projets et programmes

Tableau 10

Aide apportée à la lutte contre la désertification

Engagements et engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
Not screened	624	0
Activities scored as not targeted	361	0
Activities scored as significant objective	4 715	1 556
Activities scored as principal objective	2 623	1 731
Activities scored as principal objective and in support of an action programme	3 495	3 495
Total, current prices	11 818	6 782

Figure 2

Ressources consacrées à la lutte contre la désertification selon les marqueurs de Rio

En millions de dollars des États-Unis (prix courants)

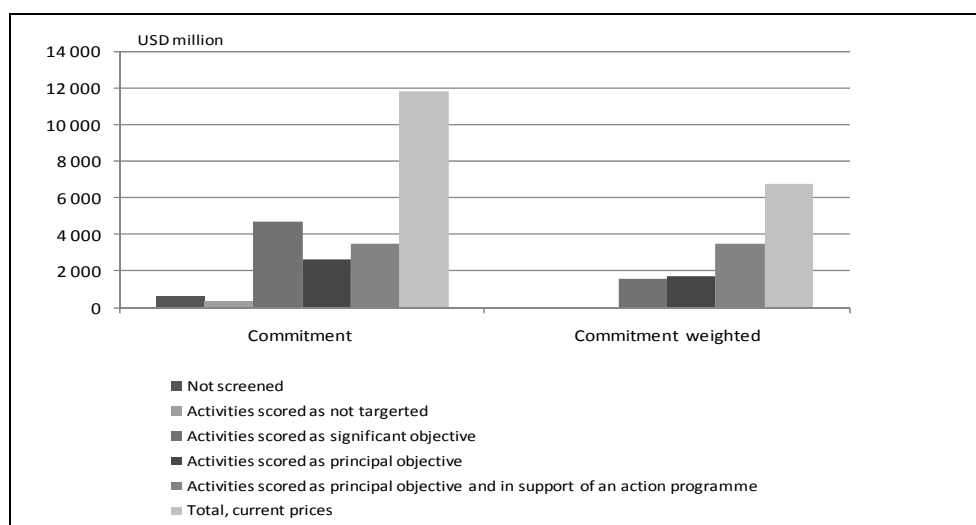


Tableau 11

Aide apportée à la lutte contre la désertification par code d'activité pertinent

Engagements et engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
1 Monitoring and Research	55	38
1.1 Monitoring	62	58
1.1.1 Indicators	33	22
1.1.2 Soil Observations	30	11
1.1.3 Weather Forecasting	2	1
1.1.4 Financial Tracking	10	10
1.1.5 Reporting	31	28
1.2 Knowledge, Science and Technology	7	3
1.2.1 Traditional Knowledge and Best Practices	23	22
1.2.2 Bio-physical Research and Science	0	0
1.2.3 Science and Technology	5	5
1.2.4 Socio-Economic Research and Science	0	0
2 Capacity Development and Planning	3 119	1 217
2.1 Advocacy and Awareness Raising	8	8
2.1.1 Public Awareness Campaigns	8	7
2.1.2 Publications and communication material	7	6
2.1.3 Consultative platforms	25	21
2.1.4 Education	43	28
2.1.5 Synergies	6	6
2.2 Enabling Activities	168	112
2.2.1 Capacity-Building	192	84
2.2.2 Community Development	57	14

	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
2.2.3 Drivers and Incentives	9	8
2.2.4 Action Programmes	26	26
2.2.5 Integrated Financing Strategies	10	10
2.2.6 Governance and Legislation	89	86
2.2.7 Mainstreaming	10	5
2.2.8 Partnership Building	68	23
2.2.9 Project Development	90	61
2.2.10 Resource Management Planning	135	62
2.2.11 Services and Infrastructure	76	53
2.2.12 Social Development	30	28
2.2.13 Resource Mobilization	0	0
3 Resource Management	2 023	1 228
3.1 Production Systems	19	13
3.1.1 Agriculture	179	96
3.1.2 Forestry	1 255	828
3.1.3 Livestock Systems	3	3
3.1.4 Other Production Systems	24	24
3.1.5 Production Support	18	11
3.2 Natural Resource Management	665	468
3.2.1 Air and Climate Protection	51	17
3.2.2 Biodiversity Conservation	208	192
3.2.3 Forest/Scrub Management	1 290	1 280
3.2.4 Other Resource Conservation	80	55
3.2.5 Pasture and Range Management	85	83
3.2.6 Land Conservation	166	147
3.2.7 Water Conservation	589	585
3.2.8 Sustainable Land Management	932	871
4 Mitigation and Recovery	85	29
4.1 Mitigation/Recovery	36	19
4.1.1 Adaptation to climate change	86	51
4.1.2 Drought mitigation	14	12
4.1.3 Environment Restoration	42	29
4.1.4 Waste Management	0	0
4.1.5 WasteWater Management	3 289	1 085
4.1.6 Water delivery	3 364	1 159
4.1.7 Water reclamation and reuse	0	0
5 Emergency Response	617	408
5.1 Financial/Economic Relief	0	0
5.2 Land Reclamation and/or Rehabilitation	1	1
5.3 Livestock Health/ Relocation/ Rescue	0	0
5.4 Other Production Systems Rescue	0	0

		<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
5.5	Pest Eradication/ Crop Rescue	0	0
5.6	Population Health/Relocation/Rescue	0	0
5.7	Reconstruction of Water Management Systems and Infrastructure	87	85
5.8	Reforestation/Afforestation	834	834

Tableau 12

Dix premiers codes d'activité pertinents

Engagements, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

		<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
4.1.6	Water delivery	3 364	1 159
4.1.5	Management	3 289	1 085
2	Capacity Development and Planning	3 119	1 217
3	Resource Management	2 023	1 228
3.2.3	Forest/Scrub Management	1 290	1 280
3.1.2	Forestry	1 255	828
3.2.8	Sustainable Land Management	932	871
5.8	Reforestation/Afforestation	834	834
3.2	Natural Resource Management	665	468
5	Emergency Response	617	408

Tableau 13

Nombre de projets par code d'activité pertinent, au niveau mondial

		<i>Number of projects</i>	<i>Share of RAC in total activities</i>
1	Monitoring and Research	10	4%
1.1	Monitoring	14	5%
1.1.1	Indicators	3	1%
1.1.2	Soil Observations	3	1%
1.1.3	Weather Forecasting	2	1%
1.1.4	Financial Tracking	11	4%
1.1.5	Reporting	8	3%
1.2	Knowledge, Science and Technology	10	4%
1.2.1	Traditional Knowledge and Best Practices	9	3%
1.2.2	Bio-physical Research and Science	2	1%
1.2.3	Science and Technology	4	1%
1.2.4	Socio-Economic Research and Science	1	0%
2	Capacity Development and Planning	25	9%
2.1	Advocacy and Awareness Raising	5	2%
2.1.1	Public Awareness Campaigns	8	3%
2.1.2	Publications and communication material	8	3%
2.1.3	Consultative platforms	17	6%

		<i>Number of projects</i>	<i>Share of RAC in total activities</i>
2.1.4	Education	5	2%
2.1.5	Synergies	2	1%
2.2	Enabling Activities	17	6%
2.2.1	Capacity-Building	48	17%
2.2.2	Community Development	8	3%
2.2.3	Drivers and Incentives	7	3%
2.2.4	Action Programmes	5	2%
2.2.5	Integrated Financing Strategies	9	3%
2.2.6	Governance and Legislation	6	2%
2.2.7	Mainstreaming	3	1%
2.2.8	Partnership Building	4	1%
2.2.9	Project Development	4	1%
2.2.10	Resource Management Planning	7	3%
2.2.11	Services and Infrastructure	5	2%
2.2.12	Social Development	5	2%
2.2.13	Resource Mobilization	2	1%
3	Resource Management	18	6%
3.1	Production Systems	4	1%
3.1.1	Agriculture	5	2%
3.1.2	Forestry	9	3%
3.1.3	Livestock Systems	1	0%
3.1.4	Other Production Systems	1	0%
3.1.5	Production Support	4	1%
3.2	Natural Resource Management	17	6%
3.2.1	Air and Climate Protection	1	0%
3.2.2	Biodiversity Conservation	15	5%
3.2.3	Forest/Scrub Management	15	5%
3.2.4	Other Resource Conservation	6	2%
3.2.5	Pasture and Range Management	6	2%
3.2.6	Land Conservation	11	4%
3.2.7	Water Conservation	9	3%
3.2.8	Sustainable Land Management	20	7%
4	Mitigation and Recovery	4	1%
4.1	Mitigation/Recovery	3	1%
4.1.1	Adaptation to climate change	4	1%
4.1.2	Drought mitigation	9	3%
4.1.3	Environment Restoration	6	2%
4.1.4	Waste Management	0	0%
4.1.5	WasteWater Management	1	0%
4.1.6	Water delivery	7	3%

	<i>Number of projects</i>	<i>Share of RAC in total activities</i>
4.1.7 Water reclamation and reuse	0	0%
5 Emergency Response	5	2%
5.1 Financial/Economic Relief	0	0%
5.2 Land Reclamation and/or Rehabilitation	1	0%
5.3 Livestock Health/ Relocation/ Rescue	0	0%
5.4 Other Production Systems Rescue	0	0%
5.5 Pest Eradication/ Crop Rescue	0	0%
5.6 Population Health/Relocation/Rescue	0	0%
5.7 Reconstruction of Water Management Systems and Infrastructure	6	2%
5.8 Reforestation/Afforestation	4	1%

Tableau 14

Aide apportée à la lutte contre la désertification par sous-région, engagements et engagements pondérés

En millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Sub Region</i>	<i>Commitments</i>	<i>Commitment weighted</i>
Cono Sur	3 497	1 223
Northern Africa	2 264	2 098
West Asia	802	262
Andean	605	539
Meso America	393	257
South East Asia	307	184
Southern Africa	141	81
Eastern Africa	130	55
Western Africa	104	77
Central Asia	89	88
Caribbean	84	38
Central Africa	3	3
Pacific	1	1
South Asia	1	0
No Sub region	3 379	1 859
Not screened	15	15
Total general	11 818	6 782

Tableau 15
Aide apportée à la lutte contre la désertification par sous-région
 Nombre d'activités

<i>Sub Region</i>	<i>Number of activities per region</i>	<i>Share of sub region in total activities aid</i>
Andean	23	8%
Caribbean	20	7%
Central Africa	4	1%
Central Asia	5	2%
Cono Sur	16	6%
Eastern Africa	7	3%
Meso America	11	4%
No Sub region	43	15%
Northern Africa	25	9%
Pacific	5	2%
South Asia	1	0%
South East Asia	18	6%
Southern Africa	11	4%
West Asia	33	12%
Western Africa	26	9%
Not screened	30	11%
Total general	278	100%

Figure 3
Répartition de l'aide apportée à la lutte contre la désertification par région et sous-région
 Nombre d'activités

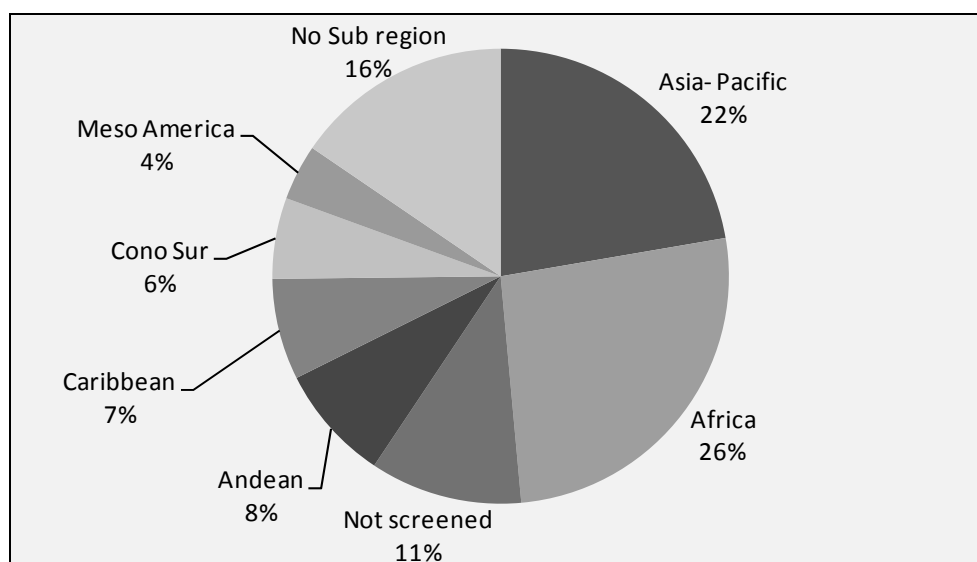


Tableau 16

Répartition des investissements en fonction de la taille de la zone cible et par sous-région

Zone cible en hectares, engagements et engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Sub region name</i>	<i>Target area size</i>	<i>Commitment</i>	<i>Target area size per commitment</i>	<i>Commitments Weighted</i>	<i>Target area size per commitment weighted</i>	<i>Number of projects</i>
Andean	7 544 968	605	12 468	539	13 996	23
Caribbean	109 956	84	1 305	38	2 889	20
Central Africa	267 687 000	3	77 098 122	3	83 634 413	4
Central Asia	49 254 400	89	553 537	88	557 839	5
Cono Sur	117 081 834	3 497	33 478	1 223	95 697	16
Eastern Africa	260 000	130	1 996	55	4 752	7
Meso America	67 665 935	393	172 139	257	262 984	11
No Sub region	53 849 012	3 379	15 936	1 859	28 973	43
Northern Africa	16 971 703	2 264	7 495	2 098	8 090	25
Pacific	56 429	1	47 292	1	47 292	5
South Asia	0	1	...	0	...	1
South East Asia	43 018 815	307	139 984	184	233 742	18
Southern Africa	105 582 950	141	746 291	81	1 301 805	11
West Asia	438 977 389	802	547 148	262	1 673 428	33
Western Africa	57 628 670	104	555 761	77	746 775	26
Not screened	126 474 500	15	8 229 727	15	8 229 727	30
Total general	1 352 163 561	11 818	88 162 681	6 782	96 842 402	278

Figure 4

Aide apportée à la lutte contre la désertification par zone cible et sous-région

Zone cible en hectares, engagements, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

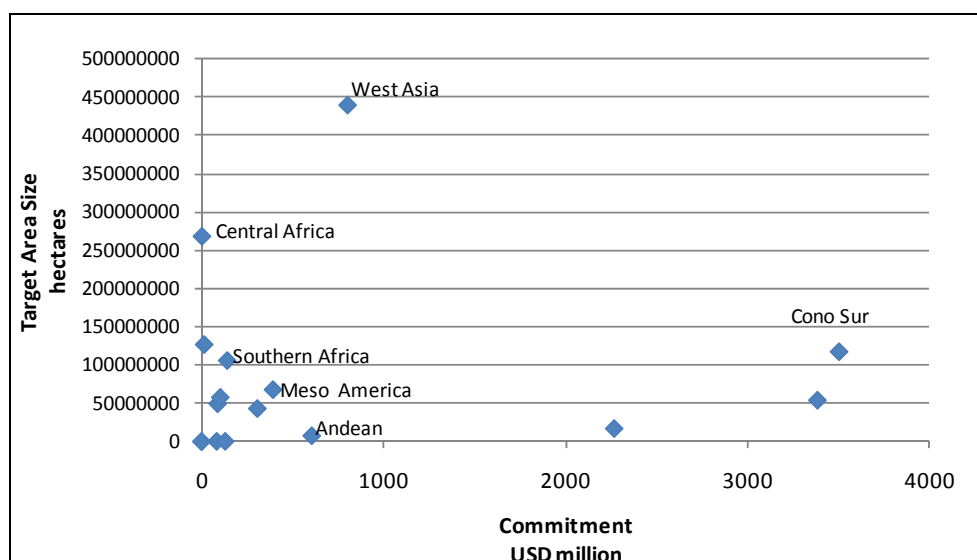


Tableau 17

Aide apportée à la lutte contre la désertification par objectif opérationnel

Engagements et engagements pondérés, en millions de dollars des États-Unis (prix courants)

<i>Operational Objective</i>	<i>Commitment</i>	<i>Commitment weighted</i>
1	3 670	3 186
2	9 298	6 011
3	3 151	2 169
4	2 249	1 655
5	2 343	1 319

Figure 5

Répartition des engagements et des engagements pondérés par objectif de la Convention

En millions de dollars des États-Unis (prix courants)

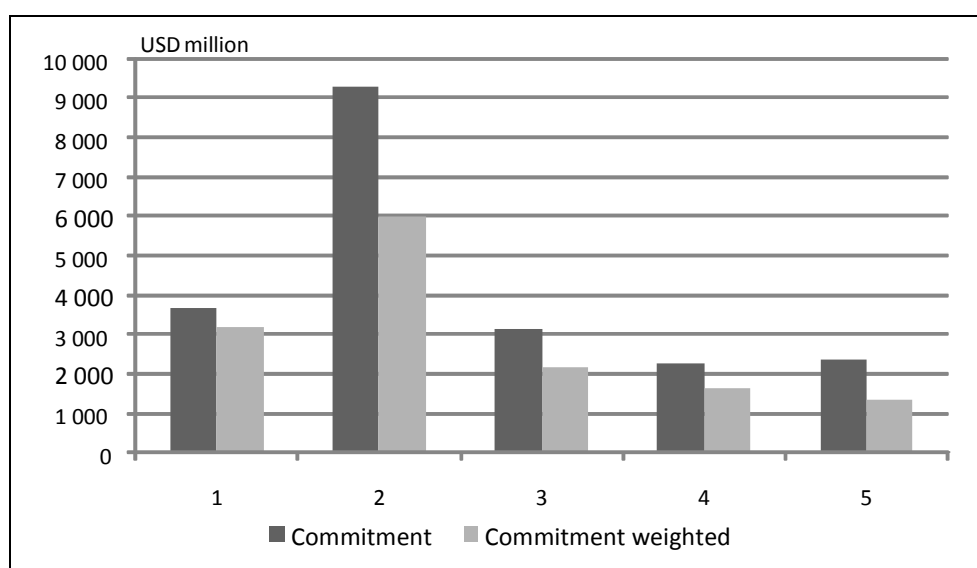


Tableau 18

Nombre de projets par objectif opérationnel, au niveau mondial

<i>Operational Objective</i>	<i>Number of projects by operational objective</i>
1	116
2	149
3	103
4	122
5	88

Figure 6

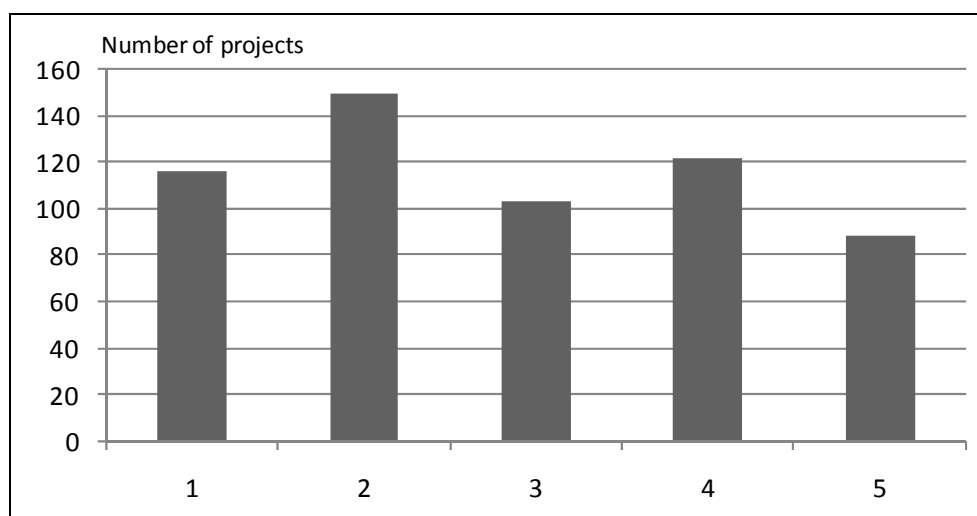
Répartition du nombre de projets par objectif de la Convention

Tableau 19

	<i>Reports due</i>	<i>Reports received</i>	<i>Difference</i>	<i>%</i>
Affected country Parties	168	84	84	50,0
Central Africa	9	6	3	66,7
Eastern Africa	8	3	5	37,5
Southern Africa	15	7	8	46,7
Western Africa	15	10	5	66,7
Northern Africa	6	3	3	50,0
Annex I - Africa	53	29	24	54,7
South East Asia	10	5	5	50,0
West Asia	11	8	3	72,7
Pacific	15	3	12	20,0
Central Asia	5	5	0	100,0
East Asia	4	2	2	50,0
South Asia	8	4	4	50,0
Annex II - Asia	53	27	26	50,9
Mesoamerica	8	3	5	37,5
Cono Sur	5	3	2	60,0
Andean	5	2	3	40,0
Caribbean	15	6	9	40,0
Annex III - Latin America and the Caribbean	33	14	19	42,4
Annex IV - Northern Mediterranean	11	5	6	45,5
Annex V - Central and Eastern Europe	15	9	6	60,0
Other affected country Parties	3	0	3	0,0
Developed country Parties	42	11	31	26,2
Other Parties not having indicated their status	2	0	2	0,0

	<i>Reports due</i>	<i>Reports received</i>	<i>Difference</i>	<i>%</i>
Observers				
United Nations agencies	41	0	41	0,0
Intergovernmental organizations (including GEF)	45	1	44	2,2
